



RadioMorphoses

Revue d'études radiophoniques et sonores

14 | 2025

Du Covid-19 aux conflits armés : la radio face à une multiplicité de crises

Gouverner les crises : des crises du monde à un monde en crise

Bruno Domingo



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/radiomorphoses/7414>

DOI : 10.4000/15fb5

ISSN : 2649-9630

Éditeur

GRER - Groupe de Recherches et d'études sur la radio

Référence électronique

Bruno Domingo, « Gouverner les crises : des crises du monde à un monde en crise », *RadioMorphoses* [En ligne], 14 | 2025, mis en ligne le 15 décembre 2025, consulté le 21 janvier 2026. URL : <http://journals.openedition.org/radiomorphoses/7414> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/15fb5>

Ce document a été généré automatiquement le 21 janvier 2026.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-SA 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.

Gouverner les crises : des crises du monde à un monde en crise

Bruno Domingo

Introduction : crises et modes de gouvernement

- 1 « *Nous sommes en crise.* » Ce discours un peu général est fréquemment répété – *ad nauseam* – par les journalistes, intellectuels, responsables politiques, décideurs et citoyens. Cette antienne apparaît comme une figure quasi imposée du débat public et comme une forme de rituel dans la consommation quotidienne de matériaux informationnels. Nous vivons à une époque marquée par une série de crises successives et imbriquées qui semblent façonner le quotidien de nos vies dans les sphères individuelle et collective. Chaque matin, en allumant la radio ou en consultant nos réseaux sociaux, nous sommes confrontés à un flux d'informations qui décrit un monde en proie à des troubles constants et à différentes ruptures. Ces informations suscitent des réactions variées chez le citoyen ordinaire : indifférence, sidération, anxiété, colère, etc. Elles construisent progressivement un état psychologique où les incertitudes dominent et s'affirment comme principe organisateur des cognitions et des subjectivités. Les citoyens attendent ainsi quotidiennement, en écoutant les matinales des grandes radios, en consultant leurs fils d'actualités sur les réseaux sociaux, ou encore en lisant leur journal ou en visionnant les chaînes d'informations en continu, qu'on leur expose « les crises du jour ».
- 2 Dans le cadre de cette contribution, nous tenterons de souligner combien nos modalités actuelles de gouvernement sont justement « gouvernées » par ces énoncés et rhétoriques de crise(s). On évoquera d'abord l'extrême plasticité de la terminologie de « crise(s) ». On proposera ensuite plusieurs perspectives analytiques complémentaires en les mettant en lien avec la question « politique » de la gouvernabilité des sociétés modernes. Un questionnement sur les énoncés et rhétoriques de « crise(s) » permettent en effet d'esquisser trois hypothèses relatives à la transformation des modalités de gouvernement : d'abord, celle de la constitution d'un « *gouvernement des crises* »,

construit sur une base principalement expertale et gestionnaire qui vise à répondre à différents types d'évènements sectoriels (ex : sécuritaires, sanitaires, sociaux, environnementaux, économiques et financiers, etc.) perçus comme des transformations brutales et des ruptures dans l'ordre routinier des activités de gouvernement. Ensuite, on évoquera la constitution d'un « *gouvernement dans - avec / par la crise* » qui appréhende les crises comme des contextes et/ou des construits politiques, ainsi qu'à partir de leurs capacités transformatrices des compromis politiques et sociaux routiniers. Enfin, on évoquera l'hypothèse de la structuration de modes de gouvernement qui combinent les deux premières modalités en cherchant à mobiliser leurs historicités respectives (tournée d'abord vers le passé et le présent pour le premier : rétablir un ordre social perturbé ; vers l'avenir et le présent pour le deuxième : utiliser les capacités de décision dans l'optique de redéfinir un *statu quo*). L'examen de cette dernière modalité permettra de soulever ses ambivalences et potentielles contradictions, mais aussi de mettre à jour une dernière logique : celle de la possibilité d'un « *gouvernement sans la/les crise(s)* » et d'une *polity* construite sur d'autres fondements socio-politiques que sur ce rapport désormais devenu *culturel* à la crise.

Extensions des domaines de la crise

- 3 Il est utile de revenir préalablement sur l'extrême plasticité des énoncés et rhétoriques de « crise(s) ». Le terme de « crise » trouve son origine dès la période Antique, avant de s'imposer principalement dans le vocabulaire de la médecine, puis de s'étendre à une multiplicité de domaines, non plus seulement biologiques, mais aussi économiques, sociaux et politiques (Bejin et Morin, 1976). Comme le souligne Thomas Meszaros : « *la notion se transforme aux XVIIIe et XIXe siècles. Cette transformation marque le passage du domaine médical à celui de l'étude de la société et aux « pathologies des organismes sociaux ».* Le mot *crise* est alors utilisé pour qualifier des perturbations et troubles économiques, sociaux et politiques. » (T. Meszaros, 2024). Au XXème siècle, on constate sa large diffusion sectorielle. Comme le notait déjà en 1976 le philosophe Edgard Morin : « *la notion de crise s'est répandue au XXème siècle à tous les horizons de la conscience contemporaine. Il n'est pas de domaine ou de problème qui ne soit hanté par l'idée de crise : le capitalisme, la société, le couple, la famille, les valeurs, la jeunesse, la science, le droit, la civilisation, l'humanité* » (E. Morin, 1976). Le constat dressé par Morin demeure toujours pertinent (M. Revault d'Allonnes, 2012). Ces énoncés ont, le plus souvent, une validité locale ou sectorielle : ils permettent de saisir et de nommer une série d'évènements jugés déstabilisateurs par rapport à un certain ordre individuel, social ou politique perçu comme relativement routinier. Par exemple, les ouvriers subissant la fermeture de leur usine évoqueront la « crise de l'industrie » ou la « crise de l'emploi », mais aussi la crise « sociale » et celle du « territoire ». La terminologie est aujourd'hui appliquée à de multiples secteurs sans qu'il soit possible d'en dresser une liste exhaustive et les différentes variations de sens : les crises peuvent être « économiques », « industrielles », « financières », « budgétaires », mais aussi « sociales ». Elles peuvent être aujourd'hui « sanitaires », « climatiques », « environnementales », « migratoires », « géopolitiques », etc. La question est désormais de savoir si certains secteurs échappent potentiellement aujourd'hui à ces cadrages en termes de « crise(s) ».

- 4 Historiquement, le terme de « crise » fait donc référence au moment où l'on s'écarte d'une situation « normale » pour entrer dans un état d'instabilité, mais aussi à celui qui permet de trancher et de décider de l'avenir. En dépit de cette double dimension, c'est principalement l'idée de perturbation ou de rupture qui prédomine aujourd'hui dans le débat public. Edgard Morin (1976) notait déjà : « à l'origine, *Krisis* signifie décision : c'est le moment décisif, dans l'évolution d'un processus incertain, qui permet le diagnostic. Aujourd'hui crise signifie indécision. C'est le moment où, en même temps qu'une perturbation, surgissent les incertitudes. Quand la crise était limitée au secteur économique, on pouvait au moins la reconnaître à certains traits quantifiés : diminution (de la production, de la consommation, etc.) ; accroissement (du chômage, des faillites, etc.). Mais dès qu'elle s'élargit à la culture, la civilisation, l'humanité, la notion perd tout contour. Elle permet tout au plus de dire que quelque chose ne va pas, mais l'information qu'elle donne se paie par l'obscurcissement généralisé de la notion de crise. Le mot sert désormais à nommer l'innommable ; il renvoie à une double béance : béance dans notre savoir (au cœur même du terme de crise) ; béance dans la réalité sociale elle-même ou apparaît la « crise ». » (E. Morin, 1976). La production médiatique n'y est sans doute pas étrangère : les informations diffusées laissent souvent l'individu contemporain dans des états de sidération, d'anxiété, et parfois de colère ou de révolte, mais aussi souvent de lassitude. Face aux incertitudes, ces informations génèrent de la crainte, voire de la peur, face à l'avenir. Ces transformations des subjectivités et des rapports à l'historicité ont des conséquences politiques majeures. Elles jouent un rôle dans les processus de (dé)légitimation des institutions, personnels et solutions politiques.
- 5 En outre, ces différentes crises sectorielles sont désormais souvent perçues comme interconnectées et systémiques. Une crise dans un secteur particulier peut constituer la cause d'une crise dans un autre secteur et *vice-versa*, avec des effets de boucle et de rétroaction, mais aussi de contagion. Comme le notent par exemple Kienle et al. : « le monde est entré dans une période de crises sévères et profondes, voire insurmontables, qui se cumulent et s'enchevêtrent » (E. Kienle, C. Klöck, A. Esteve, A. Dieckhoff, 2023). Ainsi, les dangers et les menaces seraient devenus non seulement plus nombreux, mais aussi davantage interconnectés et contagieux entre les différents secteurs. En 2023, l'économiste Nouriel Roubini, dans un ouvrage au titre évocateur (« *Mégamenaces : Dix dangers qui mettent en péril notre économie, et comment leur survivre* ») dressait un panorama des menaces qui, selon lui, convergent pour former une « tempête parfaite » susceptible de provoquer une crise économique mondiale majeure¹. De son côté, Patrick Lagagec évoque la difficulté des gouvernements à faire face à des « méga-chocs » et à « la simultanéité d'un nombre invraisemblable de crises. Ce que l'on vient de nommer "polycrises" » (P. Lagadec, 2023).
- 6 Notre écosystème médiatique, lorsqu'il n'est pas mobilisé à capter notre attention (Y. Citton, 2014) pour nous divertir, peut aujourd'hui être appréhendé comme une vaste machinerie à produire des narratifs sur « les crises » ou sur « la crise » (M. Revault d'Allonnes, 2012). Tous ses acteurs réguliers, c'est-à-dire tous ceux qui participent à différents titres à la production de ce bien hybride (« public » et « privé », mais aussi « profane » et « professionnalisé ») que constitue l'« information », mobilisent aujourd'hui ces « rhétoriques de crise ». Ces dernières sont structurées à partir de multiples énoncés mais aussi de flots d'images diffusés en continu qui sont construits, appropriés, amplifiés, contestés, révisés, selon des modalités plurielles et désynchronisées par les individus et les différents groupes sociaux. Les consommateurs

d'informations apparaissent certes comme des « récepteurs » mais aussi très souvent comme des « producteurs » de ces mêmes énoncés et images dans des démocraties où les sondages d'une part, mais aussi l'accès direct à l'espace public d'autre part ont rendu beaucoup plus fragiles et parfois obsolètes les frontières entre « émetteurs » et « récepteurs » des messages. Ces éléments interviennent en outre dans un contexte de pluralisation, de fragmentation, d'internationalisation, mais aussi de concentration capitaliste des médias et des canaux de distribution de l'information, des énoncés et des images. Le développement des algorithmes et autres outils d'intelligence artificielle ou chat bots vient enfin compléter la panoplie des moyens utilisés pour construire non plus seulement des « informations » mais plutôt souvent de simples « contenus » destinés à être recyclés pour nourrir l'infrastructure sociotechnique, capitaliste et désormais souvent explicitement politique qui lui sert de support.

- 7 Dans ce contexte, les luttes symboliques sont multiples pour « dire les crises » : les différents protagonistes de cet écosystème - quelles que soient leurs dispositions et leurs positions - apparaissent aujourd'hui particulièrement nombreux pour tenter d'imposer leurs visions de ce qui relève ou non de « la crise » (P. Bourdieu, 1980). Les récits et les processus de « mise en crise » apparaissent ainsi fondamentaux. Des controverses surgissent régulièrement à ce propos concernant une multiplicité de domaines et de sujets. Il est ainsi utile de penser ces luttes symboliques dans le cadre d'un questionnement plus large : celui des transformations du gouvernement des sociétés contemporaines (J. Leca, J., 1984) et de la place qu'y prennent les images, énoncés et rhétoriques de crise. Il s'agit de penser plus globalement le statut et les effets de ces derniers dans le fonctionnement social et politique de nos sociétés. C'est également à partir de cette entrée relative à la gouvernabilité qu'il paraît utile de questionner les phénomènes présentés dans nos univers médiatiques et médiatisés comme les différentes « crises du monde » et d'un « monde en crise(s) » (E. Kienle, C. Klock, A. Esteve, A. et A. Dieckhoff, 2023).

Le registre politico-gestionnaire : le « gouvernement des crises »

- 8 Face à ce constat, le premier angle de réponses gouvernementales relève d'un « registre politique-gestionnaire ». On assiste ainsi depuis plusieurs années à la constitution d'un « *gouvernement des crises* ». Il s'agit de mettre l'accent sur une série de difficultés rencontrées dans un secteur particulier (ex : l'économie, le social, la santé, l'éducation, la migration, l'écologie, etc.) et qui impliquent une forme de perte de maîtrise par rapport à une situation ordinaire, jugée « normale » ou routinière. Ce registre se fonde sur la prémisse d'un monde dont les propriétés physiques et sociales, les structures et les contingences, seraient relativement stables et normalisées, routinières, et dont il conviendrait de maintenir l'état général. Il apparaît en quelque sorte « homéostatique ». Ce mode propose une grille de lecture technicienne et experte des crises dont il serait possible de prévenir l'occurrence et, lorsqu'elles surviennent, de limiter leurs effets dommageables sur les individus, les institutions et la société.
- 9 Ce registre « politico-gestionnaire » de gouvernement est caractérisé par la mobilisation d'un appareil expertal et techno-scientifique : il repose sur une conception du monde social et physique fondamentalement stable, dont il s'agirait de préserver l'équilibre au moyen d'outils prévisionnels, d'instruments de prévention des risques et

de procédures de restauration de la normalité. Les « crises » sont dès lors abordées comme de simples dangers ou menaces qu'il faudrait anticiper et prévenir ou dont il faudrait apprendre à éviter l'émergence, ainsi qu'à gérer (ou « manager ») les dynamiques et les conséquences. Dans cette configuration, elles ont une dimension « pathologique » intrinsèque. Les concepts de « management de crise », « planification de crise », « communication de crise » ou encore de « résilience » sont aujourd'hui porteurs de cette rationalité technicienne de notre rapport aux crises. Il se traduit par une multiplication des organisations et dispositifs spécialisés, constituant l'anticipation et la gestion des risques et des crises en nouveau paradigme d'action publique. Comme le soulignent Angéli Aguiton, Cabane et Cornilleau : « dans la plupart des domaines (environnement, finance, agriculture et alimentation, humanitaire, catastrophes), les crises se gouvernent au sein des organisations européennes et internationales. Elles font également l'objet de services, de plans dédiés au sein des administrations et des gouvernements nationaux. Elles donnent lieu à de nouvelles professions d'expertise. Elles entrent dans le périmètre d'agences de régulation dont la mission est de piloter l'action publique sur les domaines critiques. En cela, la gestion de crise est souvent adossée à un « monde », c'est-à-dire à un univers d'institutions et de professionnel-le-s dont la raison d'être est le gouvernement expert des crises. » (S. Angeli et al. 2019). Les contemporaines de gouvernement s'accompagnent ainsi d'une montée en puissance des dispositifs professionnels et technoscientifiques de traitement des incertitudes, que l'on peut regrouper sous l'étiquette générique de « *managérialisation des savoirs de crise* » et qui constitue le socle idéal, organisationnel et matériel du « *gouvernement des crises* ».

- 10 Mais cette logique de gouvernement soulève également différents paradoxes et points aveugles. La quête d'un « risque zéro », qui peut dans ce cadre constituer un horizon de sens, peut aussi apparaître comme une forme d'utopie réalisable au prix de tensions majeures avec les libertés individuelles et les modèles démocratiques. Sous le voile de la technique, l'hyper-rationalisation des réponses peut ainsi éluder la dimension profondément politique et conflictuelle des crises. Les crises migratoires ou encore la crise du Covid-19 en ont donné des exemples éclairants et ont mis à jour certaines tensions. En outre, l'idée de maîtriser les facteurs de risques et les processus critiques peut renvoyer à une lecture conservatrice et *a-dynamique* des rapports politiques et sociaux. Ainsi, en souhaitant un retour à la « normale », le « *gouvernement des crises* » ne questionne jamais véritablement si la « normalité » est socialement ou politiquement satisfaisante ou acceptable. Elle n'engendre pas – *a priori* – de volonté d'utiliser les crises pour innover ou réajuster les rapports politiques et sociaux au sein des secteurs ou entre les secteurs d'action publique (ex : entre l'« économique » et le « social » par exemple). En pathologisant les situations de crise, le « *gouvernement des crises* » peut potentiellement receler, en creux et sans projet explicite, un programme conservateur. Il peut paradoxalement chercher à effacer leur dimension critique, qui obligent à trancher et à décider plutôt qu'à chercher à retrouver un état antérieur.
- 11 En lien avec ce dernier point, l'approche segmentée des crises et de leur résolution évite de poser la question plus fondamentale de l'identification de causes globales aux différentes crises sectorielles. Et la multiplication des dispositifs de gestion masque souvent la difficulté à résoudre « la crise » globale. Dès lors, « *le gouvernement des crises* » peut apparaître comme le cache-misère du politique auquel il sert d'alternative. Le politique n'est plus alors appréhendé que sous la forme atrophiée d'un « *gouvernement*

des crises » au sein duquel la rationalité technique et gestionnaire prédomine au détriment de la décision et de la transformation des rapports politiques et sociaux.

Gouverner « dans – avec » / « par » les crises

- 12 Un deuxième registre renvoie à « la crise » comme modalité de gouvernement orientée vers un processus de transformation politique et sociale. Les « crises » ne sont plus ici appréhendées en tant que simple « objet » ou « problème à résoudre » pour l'action politique, mais plutôt comme constituant un espace social où s'affrontent différents acteurs et rationalités politiques dans un contexte aboutissant potentiellement à la modification d'un *statu quo*. Ce deuxième registre rejoint le sens originel du terme de « crise » qui ne renvoie pas à une simple rupture ou perturbation, mais plutôt à un processus de décision fondamental et à un moment fondateur du changement. La crise est alors tout à la fois évènement ou série évènements, moment critique, décision avec la recherche d'une impulsion projetée vers l'avenir. La projection s'effectue ainsi vers l'avenir même si celui-ci demeure incertain. L'activité de gouvernement ne cherche pas d'abord à rétablir un état « normal » du passé qu'il faudrait retrouver. Dans ce cadre, la crise devient un espace social et politique structuré par des jeux et des tensions entre différentes rationalités et se présente comme un moment de redéfinition du rapport ordinaire au monde social pour les acteurs. Elle marque certes l'irruption d'une instabilité dans les routines instituées et les rapports sociaux. La crise peut alors être appréhendée comme une conjoncture critique où peuvent s'opérer des bifurcations normatives et des reconfigurations des cadres de l'action collective. Loin d'être exclusivement négative, elle peut être mobilisée comme levier de transformation socio-politique, permettant de légitimer des innovations institutionnelles ou des ruptures dans les formes établies de gouvernement. Elle fonctionne aussi comme un révélateur de tensions latentes dont elle permet la mise au jour et apparaît dès lors sous son expression la plus politique.
- 13 Dans un premier sens, la crise peut être pensée comme un « milieu » — au sens quasi écologique du terme — dans lequel les acteurs politiques évoluent, interagissent, coopèrent ou s'affrontent. Elle constitue alors une matrice dynamique d'action, au sein de laquelle les individus, groupes et institutions sont partiellement déterminés par les contraintes et les incertitudes du moment. La crise agit ici en tant que contexte structurant, et non en tant que simple séquence transitoire à moduler ou à corriger pour retrouver un état antérieur de « normalité ». Ce contexte de crise peut être paralysant, aboutir à de l'indécision et à de l'inaction, mais peut aussi se révéler générateur d'innovations, d'adaptations stratégiques et de recompositions institutionnelles. On peut dès lors parler non seulement d'un « *gouvernement des crises* », mais aussi d'un « *gouvernement avec - dans la crise* », dans la mesure où la « normalité » n'est plus un horizon d'attente stable mais un contexte structurant générant de nouvelles contraintes et opportunités.
- 14 Une deuxième perspective, complémentaire, envisage la crise non plus seulement comme un milieu structurant, mais comme un système de relations asymétriques, au sein duquel les positions, les ressources et les capacités d'action sont inégalement distribuées entre les acteurs. Dans ce contexte, les luttes sont multiples et entrecroisées « dans la crise » et pour « dire les crises » : les différents protagonistes – quelles que soit leurs dispositions et leurs positions – apparaissent souvent particulièrement

nombreux pour tenter d'imposer leurs visions de ce qui relève ou non de « la crise » (P. Bourdieu, 1980). La crise devient dès lors davantage un système d'opportunités stratégiques, un cadre incertain mais potentiellement favorable à la redéfinition des hiérarchies, des alliances et des orientations politiques. La sociologie des jeux d'acteurs et de leurs luttes symboliques est évidemment instructive sur ce qui fait ou non « crise(s) », sur les valeurs, les intérêts et sur les stratégies discursives, ainsi que sur leurs capacités à faire reconnaître certains phénomènes comme relevant de cette catégorie. Les crises révèlent – et souvent exacerbent – les rapports de domination entre acteurs, soit en les renforçant, soit en les renversant. Elles apparaissent ainsi comme des processus ambivalents du point de vue de leurs effets. Les contextes de crise permettent la constitution d'arènes d'affrontements stratégiques, où certains individus et groupes, mieux dotés en ressources (capital économique, capital symbolique, position institutionnelle, pouvoir normatif, etc.), parviennent à imposer leurs orientations, à transformer les règles du jeu et à redéfinir les équilibres politiques à leur avantage. La crise peut ainsi jouer le rôle de révélateur des inégalités structurelles, tout en offrant une fenêtre d'opportunité (*policy window*) pour des entreprises de domination ou de capture du pouvoir politique. Elle configure le système non par neutralisation des antagonismes, mais par redéploiement des rapports de force. Elle permet aussi parallèlement aux groupes dominés de penser une possible transformation de leurs positions par la voie réformatrice ou révolutionnaire.

- 15 Enfin, une troisième modalité d'analyse appréhende la crise non pas comme une donnée exogène ou une contingence subie, mais comme un pur « produit » généré *ex nihilo* par certains acteurs dominants ou dominés afin de provoquer, justifier ou accélérer des processus de transformation sociale et politique. Dans cette perspective, il ne s'agit plus seulement de « gouverner les crises » ou « dans - avec la crise », mais bien de gouverner « par la crise ». Les causes favorisantes ainsi que les dynamiques de crises sont alors instrumentalisées pour l'imposition de nouveaux rapports de force, la marginalisation d'opposants, ou encore la redéfinition des priorités étatiques et l'engagement de processus de réforme. L'exemple de l'administration Trump illustre cette modalité dans une perspective banalisée. C'est en générant des crises à répétition que l'activité gouvernementale se déploie : la multiplication délibérée de séquences de rupture, de conflits institutionnels ou diplomatiques, loin d'entraver le pouvoir présidentiel, en devient la condition de sa consolidation. Elle en devient même le fondement paradigmatique en même temps que médiatique. La crise n'est plus ce qui fragilise l'activité de gouvernement, mais ce qui le fonde. La crise devient dès lors un opérateur politique permettant de reconfigurer les rapports entre gouvernants et gouvernés. Elle permet d'une part de légitimer des formes de contrainte accrue, de surveillance renforcée, et d'activation de registres émotionnels (peur, urgence, incertitude) dans le champ communicationnel et institutionnel. La diffusion des « états d'exception » et « d'urgence », mais aussi tout simplement les enjeux en termes de « réforme » (P. Hassenteufel et S. Saurugger, 2021) s'inscrivent dans cette modalité de « gouvernement par la crise », cette dernière devenant en outre « sans fin » (M. Revault d'Allonnes, 2012).

La crise sans fin comme cadre cognitif et politique partagé

- 16 Le « *gouvernement des crises* », ainsi que ceux « *dans - avec* » et « *par* » la crise, s'ils peuvent être distingués, ne constituent pas des modalités isolées. Ils sont mis en œuvre de façon parallèle, souvent dans une perspective sectorielle et sans qu'une logique d'ensemble ne prédomine sur le plan global. Le problème est sans doute alors que chacune de ces modalités opère à partir de sa propre relation à l'historicité. Alors que le « *gouvernement des crises* » cherche d'abord à revenir à un état antérieur, le gouvernement « *dans - avec* » ou « *par* » la crise se projette au contraire davantage vers l'avenir. Ce double ancrage de l'activité gouvernementale - à la fois dans le « passé » et le « futur » - peut apparaître comme une forme de crise de l'historicité de l'activité de gouvernement dans les sociétés contemporaines. Il révèle de potentielles contradictions de sens. Dans la crise, on souhaiterait d'une part que « rien ne change » et revenir au « passé ». D'autre part, l'inscription dans le futur apparaît désormais porteuse au mieux d'incertitudes, et dans la plupart des cas d'anxiété ou de peur de l'avenir. Dans ce contexte, le « passé » peut apparaître sous une forme nostalgique ou mélancolique, marqué par un sentiment de perte. Ces représentations peuvent être empreintes d'une dimension mythique voire mythologique en contribuant à construire une mémoire collective idéalisée, voire idéologisée. D'autre part, « le futur » est pour sa part abordé comme un espace indéterminé et anxiogène sur lequel le politique peine à mettre en forme un idéal collectif et/ou à traduire ce dernier concrètement dans les faits. Les « futurs possibles » se construisent dans un contexte où le concept moderne et univoque de « progrès » n'apparaît plus porteur de sens et d'espérance, étant plutôt miné par des conceptions pessimistes, sinon collapsologiques et effondristes de l'avenir. La notion de « progrès » apparaît dans ce contexte en panne. Cette dialectique paradoxale renvoie à des enjeux de projection en termes de sens et de projets collectifs unificateurs.
- 17 L'activité gouvernementale peut néanmoins se satisfaire de cette crise de l'historicité et jouer sur les différents répertoires qu'offre le « *gouvernement des crises* », « *dans - avec* » ou « *par* » la crise. Une synthèse instable de ces logiques se construit, parfois au jour le jour, ainsi qu'une nouvelle conception paradoxale du « progrès » : orienté vers le passé et craignant l'avenir. Dans cette perspective les sociétés peuvent apparaître « déboussolées » (P. Lagadec, 2023) : ni ancrées dans une historicité qui reproduit de façon stable le passé, ni dans celle du progrès et de la rationalité tel qu'ils ont été pensés à partir du siècle des Lumières. Les tensions et contradictions des activités de gouvernement peuvent conduire à différentes modalités de résolution : présentisme, indécision, inaction, ou au contraire prise de risque inconsidérée, orientations vers des utopies totalitaires et post-humanistes, etc.
- 18 Ces différentes tensions et indéterminations ne sont néanmoins pas si nouvelles. Au lendemain immédiat de la seconde guerre mondiale, René Guénon discutait déjà de « la crise du monde moderne » (R. Guénon, 2023) et Hannah Arendt (2024) de « la crise de la culture ». La « crise du politique » faisait également l'objet de discussions en 1951 sous la plume de Julien Freund et continue d'être interrogée aujourd'hui dans sa composante démocratique par le philosophe Marcel Gauchet ou l'historien et sociologue Pierre Rosenvallon. Myriam Revault d'Allonnes a bien montré comment les crises se sont progressivement transformées en une « crise sans fin ». Ce constat

renvoie au cadre cognitif général et partagé qui fait de « la crise » et des « crises » une modalité qui organise notre rapport individuel et collectif au monde social et désormais, plus spécifiquement, notre rapport à la construction de nos rapports politiques. Dès lors, il apparaît pertinent de s'interroger sur le passage de la crise perçue comme un « événement transitoire » à la crise comme « état ordinaire ». Cette permanence interroge la nature même de la crise : est-elle un état transitoire ou bien est-elle devenue fondatrice d'un « nouvel ordre » social et politique ?

Conclusion : normalisation des états critiques ?

- 19 « La crise », jadis perçue comme un événement momentané, devient ainsi une condition structurelle. Les sociétés modernes semblent ainsi condamnées à une forme d'adaptation continue, où la résilience et la gestion de crise sont érigées en valeurs essentielles. Face à cette réalité, il devient crucial de repenser la notion même de « crise » et de se demander si, dans un monde de crises perpétuelles, l'exceptionnel n'est pas devenu le quotidien, et si le « normal » n'est plus qu'une illusion révolue.
- 20 Ainsi le discours sur les crises, dans le cadre de la modernité avancée, constitue une forme de cadrage cognitif partagé. Un monde sans crise(s) nous semblerait-il tout autant aussi inquiétant et insécurisant ? Cette boutade permet d'explicitier en creux des mécaniques de construction de nos subjectivités. Ainsi « la crise » constitue un moyen de mise en forme collective et partagée du réel.
- 21 À l'heure de la fragmentation des sociétés sur le plan politique et géopolitique, sur celui des identités et des formes de vie communes, le sentiment de vivre dans un monde en crise apparaît finalement comme ce qui nous relie et permet aux activités gouvernementales de se déployer. Si la crise est devenue le socle fonctionnel et discursif du politique contemporain, alors envisager de « sortir » de ce paradigme nécessite de réinterroger les fondements légitimes du gouvernement dans les sociétés modernes. Il ne s'agit pas d'un simple déplacement de techniques administratives ou de discours, mais d'un réagencement des imaginaires politiques, des modes de légitimation, et des régulations collectives. En somme, pouvons-nous aujourd'hui nous passer des crises pour organiser et gouverner nos rapports politiques ? Pouvons-nous penser une gouvernamentalité « hors la crise » ? Et dans le cas contraire, par quoi les remplacer ?

BIBLIOGRAPHIE

ANGELI AGUITON Sarah, CABANE Stéphanie, CORNILLEAU Laurent. « Politiques de la “mise en crise” », *Critique internationale*, 85, n° 4, 2019, pp. 9-21.

ARENDRT Hannah. *La crise de la culture*, Paris : Gallimard, 2024, 320 p.

BECK Ulrich. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris : Aubier, 2001, 384 p.

- BEJIN Antoine, MORIN Edgar. « Introduction », *Communications*, 25, 1976, pp. 1-3.
- BOUILLOUD Jean-Pierre. « De la « crisologie » à la « risquologie » », *Communications*, 91, 2012, pp. 153-159.
- BOURDIEU Pierre. *Questions de sociologie*, Paris : Minuit, 1980, 288 p.
- CITTON Yves (dir.). *L'économie de l'attention : Nouvel horizon du capitalisme ?*, Paris : La Découverte, 2014, 288 p.
- DOBRY Michel. « Conjonctures fluides », In FILLIEULE Olivier, MATHIEU Laurent, PECHU Catherine (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux : 2e édition*, Paris : Presses de Sciences Po, 2020, pp. 130-138.
- FREUND Julien. « La crise du politique », *Revue française de science politique*, 1, n° 4, 1951, pp. 586-593.
- HASSENTEUFEL Patrick, SAURUGGER Sabine (dir.). *Les Politiques publiques dans la crise : 2008 et ses suites*, Paris : Presses de Sciences Po, 2021, 352 p.
- GUENON René. *La crise du monde moderne*, Paris : Gallimard, 2023, 352 p.
- KIENLE Eva, KLÖCK Charlotte, ESTEVE Aude, DIECKHOFF Anja. *Un monde en crises*, Paris : Presses de Sciences Po, 2023, 384 p.
- LAGADEC Patrick. *Sociétés déboussolées. Ouvrir de nouvelles routes*, Paris : Les éditions Persée, 2023, 240 p.
- MESZAROS Tamás. « La crise : notion polémique et politique », *Sens-Dessous*, 34, n° 2, 2024, pp. 25-35.
- MORIN Edgar. « Pour une crisologie », *Communications*, 25, 1976, pp. 149-163.
- REVAULT D'ALLONNES Michèle. *La Crise sans fin : Essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris : Le Seuil, 2012, 384 p.
- ROUBINI Nouriel. *Mégamenaces : Dix dangers qui mettent en péril notre économie, et comment leur survivre*, Paris : Buchet-Chastel, 2023, 416 p.

NOTES

1. Il s'agit des menaces suivantes : crise de la dette, stagflation, crises financières, vieillissement démographique, automatisation du travail et percée de l'Intelligence Artificielle (IA), hausse des inégalités sociales, développement du populisme et de l'instabilité politique, durcissement des conflits géopolitiques, changements climatiques, pandémies futures.

RÉSUMÉS

Cet article analyse la place centrale qu'occupent les énoncés et rhétoriques de la « crise » dans les modalités contemporaines de gouvernement. Il montre comment la diffusion transversale de la notion de crise — économique, sociale, sanitaire, environnementale ou géopolitique — en a fait

un cadre cognitif structurant de l'action publique et de la gouvernabilité des sociétés modernes. À partir d'une analyse conceptuelle, l'article distingue trois modalités idéales-typiques : le « gouvernement des crises », fondé sur une rationalité technicienne et expertale visant la restauration d'un ordre perçu comme normal ; le gouvernement « dans et avec la crise », qui appréhende la crise comme un contexte structurant et potentiellement transformateur des compromis politiques et sociaux ; et le gouvernement « par la crise », où les situations critiques sont instrumentalisées comme ressources politiques. L'article montre que ces modalités se combinent et contribuent à la normalisation de la crise comme état ordinaire, interrogeant ainsi la possibilité d'une gouvernementalité affranchie de ce paradigme.

This article examines the central role of “crisis” discourses in contemporary modes of governance. It argues that the cross-sectoral diffusion of the notion of crisis—economic, social, health, environmental, or geopolitical—has turned it into a key cognitive framework structuring public action and the governability of modern societies. Through a conceptual analysis, the article identifies three ideal-typical modalities: the “governance of crises,” grounded in a technocratic and expert-driven rationality aimed at restoring a perceived state of normality; governance “in and with crisis,” which conceives crisis as a structuring and potentially transformative context for political and social compromises; and governance “through crisis,” in which critical situations are instrumentalized as political resources. The article shows that these modalities coexist and combine, contributing to the normalization of crisis as an ordinary condition of government, and ultimately questions the feasibility of a form of governmentality no longer anchored in the crisis paradigm.

Este artículo analiza el papel central de los discursos y retóricas de la « crisis » en las modalidades contemporáneas de gobierno. Sostiene que la difusión transversal del concepto de crisis —económica, social, sanitaria, ambiental o geopolítica— lo ha convertido en un marco cognitivo clave para estructurar la acción pública y la gobernabilidad de las sociedades modernas. A partir de un análisis conceptual, el artículo distingue tres modalidades ideal-típicas : el « gobierno de las crisis », basado en una racionalidad tecnocrática y experta orientada a la restauración de un orden considerado normal ; el gobierno « en y con la crisis », que concibe la crisis como un contexto estructurante y potencialmente transformador de los compromisos políticos y sociales ; y el gobierno « por la crisis », en el que las situaciones críticas son instrumentalizadas como recursos políticos. El artículo muestra que estas modalidades coexisten y se combinan, contribuyendo a la normalización de la crisis como condición ordinaria del gobierno.

AUTEUR

BRUNO DOMINGO

Maître de conférences en Science politique – École de Droit Recherche IDETCOM – Université
Toulouse Capitole